

IRAK

En 1916, Hussein lance ce que l'Occident appellera *La révolte Arabe* contre les Ottomans. La Grande-Bretagne lui promet l'établissement d'un royaume arabe, pendant qu'ils négocient secrètement avec la France le partage du butin. Rédigés en 1916, modifiés à l'avantage des britanniques, les accords Sykes-Picot président au partage de la dépouille de l'Empire Ottoman et à la création d'États artificiels. Aujourd'hui encore la physionomie du Moyen-Orient hérite de cet accord. Arthur Balfour, chef de la diplomatie britannique, épousa la cause sioniste d'un foyer juif en Israël. Tous les engagements ne pouvaient pas être honorés, et c'est la cause arabe qui en payera le prix fort. Hussein voit son rêve s'effondrer. Son fils Fayçal rentré vainqueur à Damas en 1918 s'en fait expulser en 1920 par les français. En compensation on l'installe sur le trône d'Irak. Abdallah, l'autre fils d'Hussein se voit hériter le Transjordanie, un « état-tampon » crée par le secrétaire d'État aux colonies Winston Churchill, et qui devait séparer les deux mandats : la Palestine et l'Irak pour les anglais, Liban et Syrie pour les Français. « *La disparition de l'Empire Ottoman, loin d'avoir favorisée la libération des arabes avait aggravé leur subordination à l'impérialisme occidental. Le monde arabe était presque sous domination européenne* »¹.

En 1921, pour légitimer l'assise de Fayçal, les anglais organisent un référendum. Tout autre candidature étant bannie, celui-ci obtient 96% des voix. Le Royaume Hachémite ne disposant d'aucune assise en Irak, c'est sur la minorité d'anciens officiers ottomans arabes sunnites que le pouvoir va s'appuyer.

Pendant la première guerre mondiale, les anglais se mirent à gouverner la Mésopotamie comme une province indienne, c'est-à-dire avec des officiers anglais et des subordonnés locaux. Mais à partir de 1857 en Inde et de 1882 en Afrique les anglais durent faire face à des révoltes. Ils en avaient tirés des leçons et des doctrines, notamment celle de la *souveraineté indigène*, du protectorat. Reconnaître le souverain local, qui en échange cède une partie de son autorité à la puissance impériale. Le protectorat permet d'anticiper deux critiques : l'une locale (critique à l'occupation), l'autre en métropole (critique de l'impérialisme). Ainsi les anglais gardèrent en Irak, l'administration ottomane et créèrent de toute pièce un émir : Fayçal. Mais en 1920, l'occupation de la Mésopotamie coûtait 50 millions de livres aux anglais et les critiques des Travailleurs se faisaient de plus en plus virulentes. D'où la création des mandats. Les anglais réussirent à mettre en place une organisation qui allait durer jusqu'à la fin des années 1950.

« Ce pays n'existe pas » disait son roi de l'Irak. 16% de sunnites arabes dirigent 55% de chiïtes et 25% de kurdes. De 1921 à 1958, date du coup d'État qui renversa Fayçal, l'instabilité règne. La monarchie connaitra 58 cabinets ministériels et près d'une douzaine de complots issus des cercles militaires travaillés par le nationalisme arabe.

De l'indépendance à l'arrivée du Ba'ath

En 1958 à Bagdad des militaires inspirés par le coup d'état de Nasser en Egypte, renversent la monarchie hachémite. *Le mouvement des officiers libres* met fin à l'Irak royal mise en place en 1921 par les britanniques sur les ruines de l'Empire Ottoman et donne naissance à une République. Mais le général Qasim qui a participé au putsch, désormais premier ministre, se rapproche de dangereusement de l'URSS aux yeux des américains. C'est que les communistes qui vivaient jusqu'ici cachés depuis 1934 peuvent reprendre leur propagande. « *Toutes les démocraties populaires, URSS en tête, se hâtèrent d'ouvrir des ambassades à Bagdad* »². L'Irak prenait le chemin d'une « *démocratie progressiste* ». « *Il serait exagéré de dire que c'était un pays communiste. Mais les communistes avaient beaucoup d'influence* » dira l'ancien ambassadeur américain en Irak³. Le parti Baas, cherche à tirer son épingle du jeu. En 1959, un jeune officier cherche à assassiner Qasim. Il s'agit de Saddam Hussein. Attentat loupé, il prend la fuite blessé au mollet, traverse le Tigre à la nage, se déguise en bédouin et menace les habitants qu'il force à l'accueillir. Pour en fin se réfugier en Syrie.

Si les américains ne sont pas hostiles en soit au renversement de la monarchie, la politique de Qasim commence à inquiéter la CIA. D'autant plus que ce nouveau gouvernement, qui veut rompre avec l'impérialisme et l'ingérence étrangère, tente de négocier avec les compagnies pétrolières les conditions d'exploitations du pétrole irakien. Face au refus catégorique des majors de renégocier leurs contrats, le gouvernement prend la décision de ne plus signer de nouveaux accords.

Dorénavant, les compagnies occidentales ne pourront plus prospecter ou acquérir de nouvelles concessions. Elles devront se satisfaire de ce qu'elles ont déjà, c'est-à-dire, dans un pays où les infrastructures étaient à

1 Jean-Pierre Filiu, *Général, Gangsters et Jihadistes*, la Découverte, Paris, 2018

2 Pierre Rossi, *Le 14 juillet 1958 ne fut-il en Irak qu'un coup d'Etat ?* Politique étrangère, numéro 61, 1961

3 James Akins, ambassadeur de 1963 à 1965. Interview *The survival of Saddam* sur pbs.org.

cette époque relativement peu développées, 0,5% du pétrole irakien⁴.

L'Égypte de Nasser et l'Irak Républicain commence à agacer les Etats-Unis. On y adopte une série de mesures réformistes, de redistribution foncière, droits des femmes, sur l'instruction. Et tout cela passe évidemment par la redistribution des bénéfices de la rente (Canal de Suez en Égypte, pétrole en Irak). En 1963, un nouveau coup d'Etat, soutenu par les Etats-Unis, renverse les putschistes de 1958. Une coalition dont fait parti le parti Ba'ath et donc Saddam Hussein prend le pouvoir. La CIA elle, qui souhaite éloigner le pays fraîchement libéré de l'influence soviétique, fournit la liste des communistes au nouveau pouvoir. Ils seront exécutés le mois suivant. L'ambassadeur américain James Akins explique dans une interview que lorsque le Ba'ath prend le pouvoir en 1963 « *nous étions très heureux. Ils se sont débarrassés de beaucoup de communistes. Beaucoup d'entre eux ont été exécutés, ou fusillés. C'était un grand développement. Et les choses se sont ouvertes en Irak. Nous avons repris les relations diplomatiques* »⁵.

Mauvais calcul pour les USA. Le parti Ba'ath qu'ils auront aidé à accéder au pouvoir sera celui de leur ennemi juré dans les années 1990 : Saddam Hussein. Il a 32 ans et va connaître une ascension fulgurante au sein des différents organes militaires de la sûreté d'État. Dans les années 1970, il aura sous ses ordres près de 150 000 personnes, soit un quart du total des fonctionnaires, rattachés au ministère de l'intérieur.

En 1964 l'Irak National Oil Company (INOC) est créée. A la faveur d'un troisième coup d'État, le Ba'ath accède seul au pouvoir en 1968. Il va poursuivre la politique d'indépendance et multiplier les contrats avec les soviétiques puis les français pour former des ingénieurs irakiens et doter le pays de matériel d'exploitation performant. En quelques années, les capacités techniques de la l'INOC sont élargies tandis que ses concessions se développent.

Nommé par son cousin le Président au poste de vice-président, Saddam Hussein poursuit la politique d'indépendance pour aboutir à la nationalisation du pétrole en 1972. Il signe dans le même temps un traité d'amitié avec l'URSS. Sans pour autant devenir un satellite de Moscou, Saddam commerce autant avec les soviétiques (échangeant du pétrole contre des armes) qu'avec les français⁶ et les américains⁷.

Mais le nouvel homme fort d'Irak est alors dans le radar de l'administration Nixon et de son conseiller Henry Kissinger qui ne souhaite pas voir se développer dans cette région un pouvoir hégémonique⁸ et un leader charismatique qui pourrait réunir les arabes. Via le Shah d'Iran, les américains vont alors financer la révolte kurde en Irak pour affaiblir le pouvoir central de Bagdad. Dans une interview⁹ de 1973, le leader indépendantiste Mollah Barzani propose de laisser aux américains les champs pétrolifères de Kirkouk en échange d'un appui militaire. Mais pour les Etats-Unis il n'est pas question d'aider les kurdes à accéder à l'indépendance. Il s'agit uniquement d'instrumentaliser leur lutte pour affaiblir le pouvoir central irakien.

Le Chatt el-arab

Depuis 1937, le Chatt El-Arab le delta du Tigre et de l'Euphrate débouchant sur le golfe Persique est propriété de l'Irak. C'est donc un endroit stratégique pour l'exportation du pétrole. En 1975, lors d'une réunion de l'OPEP à Alger, l'Irak, soucieux d'en finir avec la révolte kurde, signe un accord avec l'Iran. L'Irak cède à l'Iran la rive orientale du Chatt el-Arab. En échange, le Shah doit arrêter de financer la rébellion kurde. Les livraisons d'armes s'arrêtent aussitôt, et l'armée irakienne prend le dessus. 300 000 kurdes seront déportés dans le sud du pays par Saddam Hussein.

La volonté de contrôler le chenal du Chatt El-Arab, seule fenêtre maritime de l'Irak et donc maigre possibilité d'ouverture vers le golfe Persique pour l'exportation des hydrocarbures sera à l'origine d'un des conflits les plus inutiles et les plus meurtriers du Moyen-Orient, la guerre en Iran-Irak.

4 Les premiers gisements réellement exploitables sont découverts en 1927 du côté de Kirkouk. Le consortium exploitant ces gisements comprend la Grande-Bretagne (50%), la compagnie française des pétroles (25%) et des compagnies américaines (25%). La production est relativement faible, d'autant plus que les britanniques durant la seconde guerre mondiale bombardent les puits afin d'empêcher les allemands de mettre la main dessus. Au début des années 1950, face à la montée des nationalismes et une anglophobie rampante, les compagnies pétrolières choisissent de ménager leur principal allié dans la région en proposant le système fifty/fifty. 50% des recettes sont reversées à l'Irak.

5 *The survival of Saddam*, interview cité.

6 Lors de sa venue en 1975 en France, Jacques Chirac, maire de Paris, accorda au Raïs son "estime", sa "considération" et son "affection".

7 Kellogg, Brown & Root, filiale de Halliburton et responsable d'infrastructures pétrolières est présente en Irak au début des années 1970.

8 « Pendant un demi-siècle la politique américaine au Moyen-Orient a été guidée par plusieurs objectifs de sécurités fondamentaux : empêcher tout pouvoir dans la région de sortir comme un hégémon; Assurer la libre circulation des ressources énergétiques, toujours vitales pour le fonctionnement de l'économie mondiale » Henry Kissinger, International Herald Tribune, 2 Avril 2012

9 Washington post, 21 juin 1973

En se débarrassant de ses ennemis intérieurs, Saddam Hussein va peu à peu asseoir son autorité. En 1978 il purge de ses composantes communistes le parti Ba'ath et assume désormais seul le pouvoir.

La guerre contre l'Iran ou l'endiguement de la Révolution islamique

Le système politique irakien, hérité des britanniques lui-même hérité de l'Empire ottoman consiste en une minorité sunnite, qui occupe le centre du pays et assume le pouvoir politique et militaire, dominée numériquement par les kurdes au nord et les chi'ites au sud. La révolution iranienne de 1979 va résonner comme un coup de tonnerre dans un pays où les chi'ites sont majoritaires.

C'est que l'Iran avec ses 37 millions d'habitants fait figure de mastodonte à côté d'un Irak quatre fois plus petite en superficie et peuplée de seulement 13 millions de personnes. Khomeyni, qui depuis sa prise de pouvoir à Téhéran appelle les chi'ites irakiens à se révolter contre Saddam, commence à inquiéter le Raïs. Le leader irakien ordonne alors la chasse aux activistes et aux religieux qu'il accuse d'être à la solde de l'Iran. La situation s'envenime, des cadres du parti Ba'ath sont assassinés. Saddam purge et expulse 40 000 chi'ites vers l'Iran.

Mais il veut aussi profiter du désordre qui règne en Iran suite à la Révolution pour récupérer la rive orientale du chenal qu'il a dû céder en 1975 au voisin perse après les accords d'Alger. En juillet 1979 il devient président et accède aux pleins pouvoirs.

Fin avril 1980 à Londres, l'*Organisation politique du peuple arabe d'Arabistan* prend en otage une vingtaine d'employés de l'ambassade d'Iran en Angleterre. L'organisation revendique l'indépendance de la province iranienne du Khouzistan. Province chi'ite mais peuplée d'arabe dans un pays à majorité perse. Après la révolution iranienne, ces arabes iraniens s'estimant victime du racisme perse de Khomeyni exigent leur autonomie et la libération de prisonniers.

Que des arabes, dont la province possède une grande ouverture sur le golfe Persique et des puits de pétroles, demandent leur indépendance par rapport à l'Iran semble être du pain béni pour Saddam. Les revendications de la prise d'otage vont devenir un prétexte à une intervention irakienne en Iran. Il semblerait d'ailleurs que l'état irakien ait donné un "coup de pouce" aux preneurs d'otages en faisant entrer leurs armes en Angleterre via la valise diplomatique de Bagdad.

Cet événement, allait servir de prétexte à Saddam Hussein pour déclarer la guerre à l'Iran, en faisant passer l'opération, aux yeux de l'occident, pour une légitime libération d'un peuple opprimé. Le tout sans objection de Washington et sans doute avec ses encouragements.

Alors que la prise d'otage de l'ambassade américaine à Téhéran¹⁰ continue de s'enliser, les USA commencent à comprendre qu'ils ont définitivement perdu un pays allié dans la région. Le "gendarme du Moyen-Orient" n'est plus. Les américains vont devoir se chercher d'autres partenaires dans la région quitte à nouer des alliances contre-nature. Dans *Le complot des ayatollahs* Bani Sadr¹¹ écrit que le président du conseil de sécurité de Carter rencontre Saddam Hussein en Juillet 1980. A cette époque l'Irak est toujours sur la liste des états terroristes¹². Les deux hommes se seraient vus « *afin d'étudier la manière dont les Etats-Unis et l'Irak pourraient coordonner leurs activités pour s'opposer à "la politique dangereuse de l'Iran"* »¹³. Saddam Hussein, sûr de lui, sait maintenant qu'il a le soutien des américains. Tous veulent la même chose : endiguer la révolution islamique.

Après de nombreuses tensions tout le long de la frontière avec l'Iran, Saddam Hussein déclare à la mi-septembre 1980 les accords d'Alger de 1975 caduques : la guerre est déclarée. Les principaux enjeux pour le régime irakien sont, premièrement la récupération de la zone du Chatt El-Arab et, deuxièmement l'annexion du Khouzistan. Le Khouzistan étant la principale région pétrolifère d'Iran, et disposant qui plus est d'une grande ouverture sur le golfe Persique, la motivation de Saddam semble claire : le pétrole et les moyens de l'exporter. Le dictateur promet une guerre éclair. Elle durera huit ans et coûtera la vie à un million et demi de personnes.

Les combats commencent dans la région du Chatt al-Arab et se concentrent dans la province du Khouzistan. Les iraniens bombardent les entrepôts à pétrole irakiens de l'autre côté du chenal tandis que les irakiens répliquent en détruisant les raffineries iraniennes. La raffinerie de Bassora est détruite par les chasseurs iraniens fabriqués aux USA et conduit par des pilotes formés aux Etats-Unis. Les oléoducs de Kirkouk dans

10 Voir le chapitre 1979.

11 Premier président de la République d'Iran.

12 Dans cette liste créée par les USA en 1979, l'Irak sera inscrite puis enlevée à deux reprises. Retirée en 1982 pour des questions stratégiques dans la guerre Iran/Irak, remis en 1990 lors de l'invasion du Koweït, puis de nouveau retiré en 2003 après l'invasion américaine.

13 Kenneth Timmerman, *Le lobby de la mort, Comment l'occident a armé l'Irak ?* Calmann-Lévy, Paris, 1991.

le nord de l'Irak sont pris pour cible. Le but d'un côté comme de l'autre est de frapper les cibles liées au pétrole et ainsi asphyxier économiquement l'adversaire. Mais l'équipement militaire iranien, hérité du partenariat entre le Shah et les Etats-Unis, ne pourra pas tenir longtemps sans l'entretien et les pièces de rechanges des américains.

Pour ces derniers, engagés par procuration via le financement des moudjahiddines, dans une guerre contre l'URSS en Afghanistan, le conflit qui s'ouvre contre l'Iran est une formidable occasion d'endiguer la révolution islamique. Et qu'importe si celui qui mène le combat est à la tête d'un pays inscrit sur la liste des états soutenant le terrorisme. D'ailleurs en 1982, l'Irak est retiré de cette liste et devient fréquentable. Les marchands d'armes, français, américains et britanniques se pressent alors à Bagdad. En 1985 et 1990, l'Irak est le premier importateur d'arme au monde, avec 10% du marché. Les monarchies du golfe soucieuses de garder leur leadership en matière d'islamisme vont alors soutenir Saddam Hussein. L'Arabie Saoudite accorde au leader du parti Ba'ath, qui est pourtant un "apostat laïc", un prêt de 25 milliards de dollars. Washington va aussi autoriser les compagnies étrangères à vendre des produits à « double usages » civil et militaire. Ce n'est que des années plus tard, avec la publication du rapport *Compte rendu définitif et complet sur les armes chimiques en Irak* que la lumière sera faite sur ces fameux produits. Rédigé par les irakiens eux-mêmes en 1996, à la demande des Nations Unies et afin de vérifier l'avancement de la destruction des stocks d'armes chimiques, le rapport liste des dizaines d'entreprises européennes connues ayant commercé avec l'Irak. Des centaines de pages de transactions commerciales où apparaissent les noms de sociétés françaises, allemandes, autrichiennes, américaines, britanniques ou suisses. Parmi ces produits des engrais, qui servirent à la fabrication du gaz moutarde ou du gaz sarin. Saddam Hussein, protégé aussi bien par l'Occident que par les pays arabes, a alors les mains libres. Il va se servir de l'arme chimique aussi bien contre l'ennemi extérieur perse que contre l'ennemi intérieur kurde. Son cousin, Ali Hassan al-Majid, plus connu sous le nom d'Ali le chimique, reçoit par décret les pleins pouvoirs afin de « tuer tout être humain ou animal » dans le Kurdistan irakien. Vers la fin de la guerre le pouvoir se déchaîne, 180 000 kurdes trouveront la mort.

Pour l'Iran, qui considère cette guerre comme "imposée", les revendications sont simples : retrait des troupes irakiennes, retour des réfugiés chez eux, remboursement des dégâts et destitution de Saddam Hussein. Mais à partir de 1982, alors que la guerre éclaire promise par Saddam continue de s'enliser, l'attitude de Khomeyni change. Les iraniens menacent de franchir la frontière, leur attitude n'est plus simplement défensive.

L'éventualité d'une défaite de Saddam et d'une occupation chi'ite de l'Irak affole les américains. La perspective d'un « axe chi'ite » passant par l'Iran, l'Irak, la Syrie alaouite (alliée de l'Iran dès 1979) et jusqu'au Liban (où les chi'ites constituent la plus grande majorité), allant des frontières de l'Afghanistan jusqu'à la Méditerranée et jouissant des plus grandes ressources pétrolifères du monde inquiète l'administration Reagan. Si Khomeyni se retrouvait en possession du pétrole iranien et irakien, il accèderait à un rôle aussi important que l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP et serait en mesure de dicter sa loi.

Le scandale de l'Irangate

La force militaire iranienne est essentiellement constituée d'appareils américains hérités de l'époque du Shah. Après la prise de leur ambassade à Téhéran en Novembre 1979, les américains avaient alors gelé tous les avoirs et contrats relatifs à l'entretien des engins militaires. En clair, les iraniens se retrouvaient avec du matériel non entretenu, dont seul leurs pires ennemis détenaient les pièces détachées. Ne pouvant agir directement ils vont utiliser des proxys. Les prises d'otages, engagée dans les années 1980 par des officines du Hezzbolah, comme le *Djihad Islamique*, au Liban joue alors un rôle essentiel de levier de l'Iran face aux puissances occidentales. Elles vont permettre aux iraniens de négocier avec leur ennemi. De plus, ces prises d'otages ont un retentissement sur l'opinion publique et la politique intérieur des pays occidentaux, comme en témoigne la défaite de Jimmy Carter face à Reagan, coupable de ne pas avoir su trouver, aux yeux des américains, une solution à la prise de l'ambassade à Téhéran.

En 1985 des tractations secrètes vont alors s'engager entre les américains et les iraniens, afin de fournir à ces derniers les pièces de rechanges et les munitions (missiles sol-sol et missile sol-air) dont ils ont besoin dans la guerre qui les oppose à l'Irak. Les américains, c'est du moins la version officielle des diplomates responsables de ces tractations¹⁴, espéraient ainsi en échange libérer des otages au Liban. Le plan se révélera être un échec, puisque seul trois otages sur trente furent libérés. Ces négociations secrètes furent révélées en Novembre 1986 dans un le journal libanais *al-Shiraa*, par un cadre iranien alors hostile à toute tractation avec les américains¹⁵. C'est le scandale de l'Irangate qui allait entacher durablement le reste du mandat de Reagan.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Si la motivation première n'est pas l'argent mais la libération des otages, les ventes d'armes ont toujours tendance à générer des dividendes. Ces sommes vont alors servir à financer des opérations secrètes anti-communistes ailleurs dans le monde et notamment une guérilla contre-révolutionnaire au Nicaragua : les Contras. En 1979 les sandinistes, parti révolutionnaire marxiste,

14 Douglas Martin, *Albert Hakim, figure in Iran-Contra Affair, dies at 66*, New York Times, 1/05/03

15 C'est à cette époque que naissent les dissensions au sein du régime sur la politique étrangère entre les « réalistes » et les « radicaux ».

renversent le dictateur Somoza soutenu par les américains. A partir de 1981, l'administration Reagan va alors fournir une aide militaire à la rébellion d'extrême-droite. Mais les magouilles et opérations secrètes de sabotage de la CIA au Nicaragua, vont alors pousser le Congrès américain à interdire l'aide militaire à la guérilla contre-révolutionnaire¹⁶. L'administration Reagan va alors mettre en place un stratagème qui consistera à vendre des armes à l'Iran mais en passant par Israël, afin de récupérer des financements pour les rebelles nicaraguayens. Contournant ainsi deux lois américaines, une vis-à-vis de l'Iran et l'autre concernant le Nicaragua. Comble de l'histoire, c'est aux israéliens que les mollahs allaient acheter les armes américaines.

L'Arabie Saoudite dans le cadre de sa « diplomatie du chéquier »¹⁷, se révélera aussi, via la CIA être une source de financement pour les contras¹⁸.

Ce que met en lumière l'Irangate c'est l'existence aux Etats-Unis d'un budget noir. Aucun organisme n'a jamais publié de détail sur le sujet on sait cependant qu'il crée pendant la seconde guerre mondiale pour financer le programme Manhattan de bombe nucléaire qu'il resta constant pendant de nombreuses années, mais qu'il allait quadrupler pendant les années Reagan¹⁹.

Le nucléaire irakien

Après la seconde guerre mondiale, les USA, l'URSS, la France, la Grande-Bretagne, et la Chine accèdent chacun à leur tour à la bombe atomique. Tous découvrent le concept de dissuasion, et tous savent qu'ils ne se frapperont pas mutuellement. Les pays arabes, producteur de pétrole cherchent à s'unir, en dehors de l'hégémonie des deux blocs, et à acquérir l'arme atomique. L'URSS et les USA, mèneront une guerre d'influence au Moyen-Orient, et s'appliqueront à rendre ce scénario d'indépendance arabe impossible.

Au début des années 1970, les accrochages entre pays producteurs et l'Occident se multiplient. Le premier choc pétrolier de 1973 et l'augmentation vertigineuse du prix du baril étant l'acmé de cette séquence. Les pays occidentaux, au premier rang desquels la France et le Japon, vont alors développer le nucléaire pour réduire leur dépendance au pétrole arabe. C'est le plan Messmer de 1974 en France qui prévoit la construction de près de 200 réacteurs (58 au final). Les pays arabes eux, n'ont pas besoin de nucléaire mais la France va pourtant s'évertuer à essayer de leur en vendre. Et elle signera des contrats avec deux d'entre eux : l'Iran et l'Irak.

Les négociations avec l'Iran débutent en 1971 et aboutiront en 1974 avec la signature de l'accord Eurodif. Avec l'Irak ces négociations commencent après le choc pétrolier, alors que le pays a nationalisé sa production de pétrole un an plus tôt. En 1973, les pays membres de l'OPEP font bloc contre l'occident en mettant en place un embargo. L'Irak, va tirer son épingle du jeu en ne respectant pas l'embargo et en vendant son pétrole contre des contrats d'armements. Armes conventionnelles, de hautes technologies, armes chimiques et armes nucléaires. En 1972 déjà, Saddam Hussein était venu à Paris, reçu par Pompidou et avait signé des contrats d'armements. Il se cherchait alors un « *allié à l'occident* » afin de se libérer de « *l'étreinte soviétique* »²⁰. En 1975, Saddam Hussein visite le site de recherche nucléaire de Cadarache. Dans les médias, le partenariat avec l'Irak est évoqué. On parle de réacteur à eau et de différents modèles de centrales, de nucléaire civil. Le 8 Septembre 1975 l'accord de coopération nucléaire est conclu et il est évident pour tout le monde que l'on parle d'énergie civile. Pourtant, le lendemain dans le quotidien libanais *Usbu al-Arabi* Saddam Hussein déclare que l'accord signé est « *le premier pas concret vers la construction d'une arme atomique arabe* ». Pour la journaliste Dominique Lorentz « *les accords passés avec [les irakiens et les iraniens] sont des accords militaires déguisés en accords civils* ». En clair, au milieu des années 1970, la France s'est engagé à fournir l'arme atomique à deux puissances belligérantes au Moyen-Orient. L'une alliée des américains, l'autre alliée des soviétiques. Les armes de destructions massives

16 C'est l'amendement Bolland, du nom de son créateur, un démocrate du Massachusetts.

17 Le Safari club est une alliance en 1976 entre les services secrets de différents pays occidentaux (USA, France) et pro-occidentaux au Moyen-Orient (Iran, Arabie Saoudite, Égypte, Israël) et dont le but est d'endiguer l'influence soviétique, par divers moyens, notamment en Afrique. On parle de « différentes opérations » en Éthiopie, en Somalie, au Congo, dont le but était tant de combattre l'influence militaire et idéologique du communisme que de préserver les intérêts miniers ou pétroliers dans ces pays. Pour les gouvernements, le Safari Club, était un moyen efficace de mener des actions sans devoir les assumer en cas d'échec. Le financement par les USA de 30 000 moudjahidines en Afghanistan en 1979 fait partie de cette stratégie. L'Arabie Saoudite était la principale source de financement de cette organisation, c'est ce qu'on appelle la « diplomatie du chéquier ». voir *Safari club : une deuxième CIA, de la guerre froide au financement du djihadisme*, Mediapart, 2/03/2016

18 *Contras may have got \$30 million from Saudi Arabi*, Doyle MacManus, Los Angeles Times, 15/01/87

19 100 millions de dollars pour la bombe atomique, a plus d'une trentaine de milliards pour le financement de la guerre en Afghanistan, in *CIA et Jihad*.

20 *Le lobby de la mort*, op. cité.

dont le nucléaire est une facette, allaient devenir un sujet de discorde entre l'Irak et le reste du monde au cours de la décennie suivante.

L'affaire Luchaire ou l'Irangate français

De 1982 à 1986 la France, qui soutient l'Irak, va aussi vendre des armes à l'Iran de manière tout à fait illégale. Daniel Dewavrin, fils d'André, alias colonel Passy, grand résistant et proches compagnon de De Gaulle, à la tête de la société Luchaire va ainsi exporter près de 450 000 munitions d'artilleries (des obus) via un montage financier truqué et de faux certificats faisant de la destination de ces armes le Portugal, la Grèce, le Pérou, l'Équateur, le Brésil, la Thaïlande ou la Yougoslavie. Le 28 février 1986, *La presse de la Manche* révélera l'affaire : les obus et leur traçabilité falsifiée, étaient livrés dans un port iranien par deux cargos ayant appareillés à Cherbourg. A la demande du premier ministre Laurent Fabius, un rapport établi que Charles Hernu alors ministre de la défense était au courant et avaient toléré ces livraisons. Le rapport affirme aussi que ces livraisons furent « *probablement couverte par les membres du cabinet de M.Hernu* »²¹. Pire, ces ventes d'armes auraient permis de dégager 3 millions de francs qui auraient servi au financement du Parti Socialiste. En pleine guerre, la France allait livrer des armes à un pays sous embargo, tout en soutenant son adversaire, et les commissions allaient renflouer les caisses d'un parti politique.

Dans le cas américain, les responsables de l'Irangate avaient pu justifier ces transactions par le fait de négocier la libération d'otages. La journaliste Dominique Lorentz rappelle qu'en 1982 alors que commencent les livraisons d'armes, aucun français n'est encore détenu au Liban. Mais les raisons n'en sont pas pour autant financières. Pour elle, ces "échanges commerciaux" auraient plus à voir avec le contentieux sur le nucléaire. Une façon pour les français de compenser leur blocage sur le remboursement du milliard, prêté par le Shah mais que les français ne voulaient pas rembourser, et que les iraniens réclamaient²².

Guerre du pétrole

La guerre entre l'Iran et l'Irak allait aussi se jouer sur le terrain du pétrole. Chacune des parties cherchant à asphyxier économiquement son adversaire en le privant de son pétrole ou des possibilités de l'exporter. En 1982, la Syrie allié de l'Iran, ferme le pipeline allant de Kirkouk à Baniyas et qui traverse son territoire. Long de 800 km, construit en 1952 et débouchant sur la Méditerranée, celui-ci assurait l'exportation de près de 50% du brut Irakien.

En janvier 1984 l'Irak perd la guerre terrestre déclenchée deux ans plus tôt et change de stratégie. Saddam Hussein décide d'une zone d'exclusion maritime dans le Golfe Persique. Il entend s'attaquer à tous les navires, indistinctement, qui chargent ou déchargent en Iran. Il espère ainsi, en visant notamment les pétroliers, empêcher l'Iran d'exporter son pétrole. En trois ans, 227 navires seront attaqués dans le Golfe, dont 60% par les irakiens. 70% seront des pétroliers.

Les iraniens quant à eux, visent les navires transitant par le Koweït et l'Arabie Saoudite, transportant l'aide militaire irakienne. C'est à partir de cette époque, et parce que les intérêts pétroliers sont visés que le conflit va s'internationaliser. Reagan, qui ne veut pas que le Golfe devienne un « *goulet d'étranglement* » va alors envoyer massivement la marine. Le nombre de navires étrangers atteindra au plus fort 40 bâtiments (dont 24 américains et 15 000 hommes). La France et la Grande-Bretagne sont aussi présentes dans le Golfe aux côtés des américains. Officiellement ils ont un rôle de pacificateur. Officieusement, c'est la présence de navires de guerres soviétiques qui les inquiètent : il s'agit de ne pas laisser la sécurisation et la gestion de cet axe important des flux pétroliers aux russes.

En 1987, un accrochage a lieu entre un navire américain, la frégate *Stark* et un mirage irakien. Le bateau qui naviguait large du Qatar, le long des côtes de l'Arabie Saoudite et en direction de Bahreïn, se trouve attaqué par un chasseur irakien. Les américains affirmaient ne pas se trouver dans la zone d'exclusion maritime, quand les irakiens – qui avaient ordre de détruire tout bâtiment se trouvant dans cette zone affirmaient le contraire. 37 marins américains meurent dans cette attaque.

Reagan accusa immédiatement les iraniens. De leur côté ces derniers, via le quartier général de l'information sur la guerre comprennent rapidement ce qu'il se passe : il s'agit d'« *un piège sérieux et dangereux* » mis en place par les irakiens pour attirer les américains et les russes dans la guerre. Dans une lettre de condoléance, Saddam Hussein écrit « *Nous avons nous même perdu de très nombreux être chers dans la guerre qui fait rage depuis sept ans alors que le gouvernement iranien persiste à rejeter nos appels et ceux de la communauté internationale en vue d'établir une paix juste et durable* ». Si les iraniens rejettent la paix proposée par le conseil des Nations Unies, c'est que celle-ci ne prévoit pas de sanctions contre le pays agresseur. Et si Reagan qualifie après cette attaque l'Iran, qui est véritablement innocent dans l'histoire de « *pays barbare* » c'est uniquement parce qu'il soutient l'Irak. Quelques semaines plus tôt, le sous-secrétaire d'état américain félicitait la résistance de l'armée irakienne et sa « *bravoure* » face à l'agression de l'Iran, oubliant par là que le conflit avait été déclenché en Septembre 1980 à l'initiative de Saddam Hussein.

21 Jean Guisnel, *Armes de corruption massive, secrets et combines des marchands de canons*, éditions La Découverte, Paris, 2011.

22 Dominique Lorentz, *Une guerre*, éditions Les Arènes, Paris, 1997.

Reagan justifiait la présence américaine dans le Golfe par un rôle pacificateur. « *Qu'une puissance hostile en vienne à dominer cette région stratégique et ses ressources (...) et il y aurait un goulet d'étranglement pour la liberté* ». Le "goulet d'étranglement" c'est le golfe persique, par lequel transit 70% du pétrole Saoudien, 60% du Qatar, 40% pour Oman et l'intégralité des ressources iraniennes. « *C'est la raison pour laquelle nous maintenons une présence navale. Notre but est d'empêcher et non de provoquer un élargissement du conflit (...) se retirer ou se désengager serait une victoire pour ceux qui font la guerre et ceux qui provoquent la guerre* ». En clair, les américains ne veulent pas laisser la zone aux soviétiques, et vont mener une guerre de deux poids deux mesures en laissant faire les irakiens et en réprimant les iraniens dans le Golfe. Car depuis 1982, l'Irak était devenu un pays ami après avoir été retiré de la liste des états « soutenant le terrorisme », deux ans après son invasion de l'Iran et l'année où ces derniers assurent avoir subi 11 attaques chimiques.

A partir de l'attaque de la frégate *Stark* les américains vont donc accentuer la pression sur l'Iran. Ils envoient dans le Golfe le plus grand porte-avion nucléaire au monde l'USS Vincennes. En Juillet 1988 par méprise il abat un Boeing iranien survolant le Golfe avec 290 passagers à son bord. Georges Bush, vice-président de Reagan reprendra la version du commandant du porte-avion, en affirmant – à tort, que l'avion était sorti de son couloir aérien. Il ne présentera jamais d'excuses²³. Quand ils ne se trompent pas de cible, les américains et les irakiens multiplient les attaques contre des objectifs pétroliers.

Tandis que Reagan accentue sa pression sur l'Iran, Saddam Hussein profite de l'essoufflement iranien (après 7 ans de guerre) pour faire le ménage dans son pays. A partir de mars 1987 il lance une campagne d'éradication des kurdes d'Irak. En un an ils connaîtront 211 jours d'attaque chimique. Le génocide kurde (surtout entre février et septembre 1988) fit 182 000 morts civils. 90% des villages du Kurdistan irakiens sont rayés de la carte.

En aout 1988, la *Convention pour la prévention et la répression du crime du génocide* un texte de droit international rédigé en 1948 par les Nations Unies est discuté au Sénat américain. Dick Cheney représentant républicain de l'Etat du Wyoming s'oppose à son adoption. Trois ans plus tard, secrétaire de la défense de Bush, il supervisera l'opération *Desert Storm* contre l'invasion irakienne du Koweït. Quant à Reagan il menace carrément d'apposer son veto. Le texte, écrit quelques années après l'Holocauste, sera finalement adopté par les américains fin novembre 1988. La guerre est terminée depuis trois mois. Et le génocide de Saddam Hussein depuis un mois.

Bilan de la guerre

Le bilan de ces huit années de guerre est effroyable. 300 000 morts côté irakien pour un pays d'un peu plus de 15 millions d'habitants. Un million côté iranien dans un pays de 50 millions d'habitants. Mais surtout aucun des belligérants ne sort vainqueur. Les frontières restent celles en vigueur lors de l'accord sur le Chatt al-Arab en 1975. L'Occident, Etats-Unis en tête auront vendu des armes tantôt à l'Irak, qu'ils soutenaient officiellement afin d'endiguer le souffle de la révolution islamique. Tantôt à l'Iran, secrètement. Les raisons ne sont pas uniquement mercantiles. Il ne s'agissait pas simplement de vendre des armes, mais aussi de casser l'hégémonie de Saddam Hussein. Car bien que l'Irak soit peu peuplée, il s'agit de la première puissance militaire Moyen-Orientale. On comprend donc mieux pourquoi un pays comme l'Israël en est venu à vendre des armes au régime antisioniste de Khomeyni et à servir d'intermédiaire dans l'Iranguate. Il s'agissait d'empêcher l'un des deux belligérants de remporter la guerre et de les affaiblir mutuellement. Washington livra suffisamment d'armes à l'Irak pour éviter la défaite, mais pas assez pour se dégager du conflit. Sécuriser le Golfe Persique, pour que le pétrole continue de circuler, tout en regardant la menace iranienne et la menace irakienne s'entretenir. Les américains empêchèrent toute résolution du conflit au sein de l'ONU.

Une des conséquences de la guerre c'est aussi la confessionnalisation des sociétés et de la région. Tout l'enjeu de ce conflit aura été de créer un antagonisme entre les communautés arabe et perse et religieuses sunnite et chi'ite.

« *C'est en confessionnalisant le conflit, en en faisant la guerre de survie du chiisme révolutionnaire contre la synthèse sunnito-baasiste, que l'Iran radicalise la position des nations arabes, et particulièrement des monarchies sunnites du Golfe qui s'affichent en soutiens de l'Irak. C'est ainsi qu'en réaction à la renaissance chiite, des pays comme l'Arabie saoudite ont pu engager une « radicalisation sunnite néo-salafite, dont le djihadisme est (aujourd'hui) la forme exacerbée* », scindant la région Moyen-Orient en une dialectique conflictuelle sunnite-chiite a priori indépassable et occultant un ensemble de facteurs politiques et sociaux. »²⁴

23 Le 21 décembre 1988, un avion de la Pan Am s'écrase à Lockerbie en Écosse faisant 270 morts. Pendant vingt ans, c'est Kadhafi qui fut soupçonné d'être le commanditaire de cette attaque. Depuis 2005, plusieurs éléments viennent mettre en doute cette explication pointant plutôt du doigt la responsabilité de l'Iran. Cet attentat pourrait être une forme de vengeance en réponse à la « méprise » de l'armée américaine contre le Boeing de l'Iran air.

24 Pierre Emmery, *Le conflit sunnite / chiite au Moyen-Orient, une rivalité millénaire ?*, Les clefs du Moyen-Orient, février 2016

